



Archives et Droits de l'Homme

Septembre 2015 – Principes relatifs à l'accès aux archives

Cet article est le dixième d'une série de brèves discussions sur les principes d'accès aux archives adoptés par le Conseil international des archives lors de son assemblée générale annuelle en août 2012.

Principe 9. Les archivistes ont accès à toutes les archives non communicables et peuvent les soumettre au traitement archivistique nécessaire.

Les archivistes ont accès aux archives non communicables confiées à leur garde afin de les analyser, de les conserver, de les classer et de les décrire de telle sorte que leur existence et les raisons de leur non-communicabilité soient connues. Ce travail archivistique permet d'éviter que les archives ne soient délibérément ou pas détruites ou oubliées, et contribue à assurer leur intégrité. La conservation et la description des archives non communicables encouragent le public à faire confiance à l'institution d'archives et à la profession d'archiviste, car il permet aux archivistes d'aider le public à repérer l'existence de documents non communicables, à connaître leur nature, et à savoir quand et selon quelles modalités ils seront disponibles. Si les archives non communicables ont été classifiées conformément à la sécurité nationale ou sont soumises à d'autres clauses de non-communicabilité exigeant des autorisations spéciales, les archivistes se conforment aux procédures d'autorisation établies pour obtenir la consultation.

Les archives de l'Organisation des Nations Unies détiennent les documents des commissions de vérité au Salvador et au Guatemala. Selon les clauses des dépôts, les archives sont fermées à la consultation publique. Toutefois, l'ONU interprète cela comme une interdiction de tout type de travail dans les dossiers: conservation, classement et description. Par conséquent, les dossiers, qui comprennent des documents électroniques et audiovisuels fragiles, se détériorent.

Dans de trop nombreux pays, les archives nationales sont en principe responsables des documents du gouvernement, mais n'obtiennent pas d'accès - même à des fins de conservation - pour inspecter les conditions de stockage ou même connaître le volume et

l'état de certaines archives incluant celles des chefs d'Etat actuels et passés. Ce sont des situations impossibles. On doit faire confiance aux archivistes pour s'assurer que les dossiers sont conservés et décrits, qu'ils soient ouverts ou non à la consultation publique.

Commentaire.

Les nouvelles des mesures prises par le Groupe de travail des droits de l'homme lors de la réunion annuelle du Conseil international des archives, qui s'est tenue fin septembre, sont **dans l'annexe du présent numéro** des Nouvelles. Les commentaires seront publiés le mois prochain.

Nouvelles internationales.

Union africaine. L'Union africaine (UA) a annoncé qu'elle publiera le rapport de sa commission d'enquête sur le Sud-Soudan, incluant les opinions majoritaires et minoritaires. Selon *Radio Tamazuj*, la Commission a constaté "une brutalité inhumaine" commise par les deux parties du conflit. L'UA a également décidé de créer un "tribunal hybride" pour "enquêter et poursuivre les personnes responsables de violations du droit international et/ou du droit sud-soudanais applicable, commis à partir du 15 décembre 2013 jusqu'à la fin de la période de transition". La mise en place de la Cour nécessitera l'établissement de procédures pour la gestion de ses dossiers et pour déterminer quel organisme d'archives les conservera une fois que le tribunal cesse d'exister. <https://radiotamazuj.org/en/article/african-union-publish-investigation-form-war-crimes-court-s-sudan>

Chambres africaines extraordinaires. Alors que le procès de l'ancien dictateur du Tchad Hissène Habré commence, *Le Monde* a publié un article de fond sur les archives de la dictature découvertes par *Human Rights Watch* en 2001 et formant désormais une base documentaire essentielle pour le procès. http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/15/proces-habre-les-trois-vies-des-archives-de-la-terreur_4757962_3212.html

Cour pénale internationale. Le gouvernement du Niger a remis Ahmad Al Mahdi Al Faqi à la Cour pénale internationale pour qu'il réponde, à son procès, des accusations portées contre lui concernant les destructions culturelles à Tombouctou en 2012. Un essai publié par le *Huffington Post* a fait valoir que traduire en justice Al Faqi est particulièrement important aujourd'hui "étant donné que les forces extrémistes et les groupes criminels du Moyen-Orient, tels que Daech, sont impliqués dans ce que la Directrice générale de l'UNESCO Irina Bokova appelle «nettoyage culturel» et crimes de guerre. En effet, lors d'une réunion de l'ONU, le chef de l'UNESCO a noté que l'action de la CPI envoie "un message très important", ajoutant que «l'impunité n'est pas une option» et que de tels crimes seraient poursuivis". http://www.huffingtonpost.com/mark-v-vlasic/timbuktu-and-the-long-arm_b_8239050.html

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Une exposition audio-visuelle des preuves utilisées dans les procès du TPIY contre les crimes commis à Srebrenica en juillet 1995 s'est ouverte à Belgrade. Un des organisateurs de l'exposition a déclaré à *BIRN* que le but de l'exposition "était d'introduire les communautés locales à la vaste documentation utilisée dans les procès de Srebrenica."

http://www.balkaninsight.com/en/article/srebrenica-trial-exhibits-presented-in-belgrade-09-15-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=de8ebcff1a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-de8ebcff1a-311109073

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le bureau de l'OSCE en Bosnie a suivi tous les cas de crimes de guerre dans le pays depuis 2005, et il a demandé au "tribunal des poursuites de l'Etat de Bosnie de donner accès au juge travaillant pour l'OSCE aux enquêtes et verdicts des crimes de guerre", afin de "mener une enquête indépendante lors de l'analyse de toutes ces affaires". Le tribunal a accepté, mais le procureur a refusé; maintenant le Haut Conseil de la magistrature, la plus haute instance judiciaire du pays, a ordonné au Procureur d'ouvrir ses dossiers au juge.

http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-judiciary-torn-access-to-war-crimes-files-09-04-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=2c48bec528-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-2c48bec528-311109073

Les Nations Unies. Les Nations Unies ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD) pour concentrer l'action de développement des 15 prochaines années. Deux des cibles de l'Objectif 16, "Promouvoir des sociétés justes, pacifiques et inclusives", impliquent directement les archives: "En 2030, fournir l'identité juridique pour tous, y compris l'enregistrement des naissances" et "assurer l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux".

<http://www.un.org/sustainabledevelopment/sustainable-development-goals/>

L'objectif sur l'accès public à l'information est important, mais comme un rapport sur les lanceurs d'alerte à l'ONU publié par *The Guardian* l'a rapporté, l'ONU elle-même n'a "pas de mécanisme établi pour la liberté d'information - un droit que plus de 100 gouvernements du monde entier ont inscrit dans leur législation, et qui est ouvertement préconisé par les organismes des Nations Unies tels que l'UNESCO". Mettre en place une procédure d'accès similaire pour ses dossiers devrait être un objectif de développement durable des Nations Unies. <http://www.theguardian.com/world/2015/sep/14/un-united-nations-ostracised-sacked-arrested-whistleblowers>

Egalement dans la discussion des ODD, la *Fondation Thomson Reuters* a fait valoir que dans le but de suivre les progrès vers les objectifs, les pays doivent investir davantage dans les bureaux nationaux de statistiques, améliorer la précision de la collecte de données, mieux utiliser les données disponibles, et utiliser des sources de données alternatives.

http://www.trust.org/item/20150907000228-6b3r2/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+90915&utm_content=Weekly+Digest+90915+CID_934fd2f44d77902160febbd7a61deb47&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Wanted%20data%20revolution%20to%20track%20new%20UN%20development%20goals

Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Lors de la réunion du Conseil des droits du 14 septembre, le ministre des Affaires étrangères du Sri Lanka a annoncé des plans pour établir quatre mécanismes de justice transitionnelle: une commission de vérité, des bureaux sur les personnes disparues et l'indemnisation des familles, et un tribunal spécial pour les crimes de guerre et autres violations des droits humains. Chacun de ces mécanismes de justice transitionnelle créera des documents et devra établir des procédures d'archivage immédiatement. Le Bureau de la Haut-Commissaire a ensuite publié son rapport sur l'organe Investigation Into Sri Lanka (OISL), qui a utilisé des informations provenant de nombreuses sources, y compris du matériel audiovisuel, de l'imagerie par satellite et des informations recueillies par le Groupe d'experts du Secrétaire général des Nations Unies sur le Sri Lanka.

L'équipe d'enquête a reçu près de 3000 «observations» du public, qui "resteront enregistrées dans les archives confidentielles de l'OISL". Le rapport appelle à la création d'un tribunal hybride spécial avec la participation de juristes, de procureurs et d'enquêteurs – non pas une juridiction nationale comme le Sri Lanka l'a proposé - déclarant que le système de justice pénale du Sri Lanka "n'est pas encore prêt ou équipé" pour gérer les poursuites complexes nécessaires. Pour le rapport OISL, voir [A_HRC_30_CRP_2.docx](http://www.trust.org/item/20150916112555-9qkeb/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+160915&utm_content=Weekly+Digest+160915+CID_f05bc54b7e8be716cd6bde39232c3e2d&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Victims%20and%20activists%20back%20special%20court%20on%20Sri%20Lanka%20war%20crimes); pour le rapport Reuters http://www.trust.org/item/20150916112555-9qkeb/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+160915&utm_content=Weekly+Digest+160915+CID_f05bc54b7e8be716cd6bde39232c3e2d&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Victims%20and%20activists%20back%20special%20court%20on%20Sri%20Lanka%20war%20crimes

Le Haut-Commissaire a publié un rapport sur les violations des droits humains pendant les combats au Yémen, "qui repose essentiellement sur le suivi des droits de l'homme mené par le HCDH au Yémen et des informations fournies par d'autres entités des Nations Unies opérant au Yémen". Cela souligne à nouveau l'importance des documents des organismes des Nations Unies. Le Haut-Commissaire a exhorté la communauté internationale "à encourager la mise en place d'un mécanisme international indépendant et impartial pour enquêter sur les violations et abus allégués de droit international des droits de l'homme et sur les violations présumées du droit international humanitaire qui ont entraîné des pertes de vie et / ou des blessures graves". Un tel organisme aurait besoin d'un soutien archivistique fort.

Pour le rapport, voir [A_HRC_30_31_AEV.docx](http://www.nytimes.com/2015/09/15/world/middleeast/un-yemen-rights-abuse.html?_r=1); pour l'article du *New York Times* sur le rapport, voir http://www.nytimes.com/2015/09/15/world/middleeast/un-yemen-rights-abuse.html?_r=1

Monde/Nouvelles générales.

Confidentialité. Le Global Privacy Enforcement Network, un réseau informel des autorités gouvernementales sur la confidentialité, a constaté que "la plupart des applications et des sites Web pour les enfants recueillent des renseignements personnels tels que des photos et des adresses, et beaucoup disent qu'ils peuvent partager cette information avec des tiers", a rapporté *CBC News*.

<http://www.cbc.ca/news/technology/most-kids-apps-websites-collect-and-share-personal-information-1.3214213>

Documents d'entreprise sur la recherche clinique. Une nouvelle analyse des documents d'une étude de 2001 sur les médicaments antidépresseurs conclue - à la différence de l'étude originale - que l'antidépresseur Paxil largement utilisé est "dangereux pour les adolescents", a rapporté le *New York Times*. Le fabricant de Paxil, la société pharmaceutique multinationale basée au Royaume-Uni, Glaxo-SmithKline, a donné l'accès de ses archives aux chercheurs, et l'équipe "a passé environ un an penché sur les fichiers de Glaxo sur l'étude, passant au crible des résumés, des rapports de tests internes et un échantillon des données connues sur les patients, pour obtenir les descriptions détaillées de ce qui est arrivé à chaque personne durant le procès initial." http://www.nytimes.com/2015/09/17/health/antidepressant-paxil-is-unsafe-for-teenagers-new-analysis-says.html?_r=0

Apatridie. Le Réseau européen sur l'apatridie a publié un rapport avertissant que "les lois et les procédures d'enregistrement défectueuses des naissances signifie que des milliers d'enfants grandissent apatrides à travers le continent." En outre, le co-auteur du rapport a déclaré à la *Fondation Thomson Reuters*, que la plupart des "documents d'identification [des réfugiés qui viennent en Europe] avaient été perdus ou détruits pendant la guerre, ce qui exacerbe les défis dans l'enregistrement des naissances des enfants nés en exil, en particulier dans les pays voisins de la Syrie." <http://www.trust.org/item/20150920230231->

jdujs/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+230915&utm_content=Weekly+Digest+230915+CID_e47f69b97e4d623b82cd1edacd2eea4a&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=European%20refugee%20crisis%20risks%20creating%20generation%20of%20stateless%20children;+for+the+report,+see+http://www.statelessness.eu/sites/www.statelessness.eu/files/ENS_NoChildStateless_final.pdf

Stockage des images des caméras de corps utilisés par la police. *Computer World* a rapporté que puisque la police en vient à adopter des caméras de corps, "des pétaoctets de vidéos de la police inondent les services de cloud computing."

<http://www.computerworld.com/article/2979627/cloud-storage/as-police-move-to-adopt-body-cams-storage-costs-set-to-skyrocket.html>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Chine / Japon. Les Archives d'Etat de la Chine ont publié 50 volumes de "collection de photocopies de confessions par des criminels de la Seconde Guerre mondiale japonaise", incluant des photos des personnes et des résumés en chinois et en anglais, a rapporté *Xinhua*. Une deuxième série de 70 volumes sera publiée d'ici la fin de l'année.

http://news.xinhuanet.com/english/2015-09/16/c_134630364.htm

Chine / Japon / Corée du Sud. Le Japon a affiché en ligne des archives qu'il déclare "soutenir sa souveraineté sur des îles également revendiquées par la Chine et la Corée du Sud", a rapporté *Wall Street Journal*. <http://blogs.wsj.com/japanrealtime/2015/08/28/japan-offers-archival-evidence-in-island-territorial-disputes/>

Croatie / ex-Yougoslavie. L'Agence de renseignement et de sécurité croate, SOA, a donné "des documents des services secrets créés entre 1937 et 1990 aux archives d'Etat, ce qui leur permettra d'être vus par le public croate pour la première fois, sous certaines restrictions", a rapporté *BIRN*. Cependant, "certaines données resteront confidentielles et certaines identités protégées". Le traitement des archives doit être terminé avant que les documents soient mis à disposition.

<http://www.balkaninsight.com/en/article/yugoslav-secret-service-documents-partially-opened-for-croatian-public-09-28-2015>

Europe. Le Département des Archives du Ministère des Affaires étrangères de France a publié le *Catalogue Goering*, l'inventaire rédigé par le général allemand Hermann Goering de 1376 peintures qu'il a acquises au cours de la Seconde Guerre mondiale. L'inventaire "fournit le nom de l'artiste, le titre et la description (souvent en grand détail) de l'objet, son origine, comment elle a été acquise, les évaluations réalisées, où il était stocké et ses numéros de classement. Des photographies d'époque des peintures sont également incluses", dit la préface du *Catalogue*. Le *Telegraph* a rapporté que le document ressemble à "un simple journal comptable", qui est "rempli d'annotations écrites de cinq mains différentes."

<http://www.diplomatie.gouv.fr/en/the-ministry-of-foreign-affairs/archives-and-heritage/>; <http://www.telegraph.co.uk/history/world-war-two/11900625/Hermann-Goerings-full-catalogue-of-looted-Nazi-art-published-for-time.html>

Ile de Man / Rwanda. Le ministre en chef de l'île de Man a confirmé que les dossiers "relatifs à une enquête sur l'implication présumée d'une entreprise de Man dans la fourniture d'armes utilisées dans le génocide rwandais" ont été détruits. Il a déclaré que, après une enquête de 1996, le gouvernement a déterminé que la société ne pouvait être accusée d'aucun crime, et donc les documents de l'enquête ont été détruits conformément à la "politique de conservation des documents" de 10 ans. La Ligue Celtique a déclaré qu'il était "impardonnable" que les dossiers aient été détruits avant que le Tribunal pénal international des Nations Unies pour le Rwanda ait achevé ses travaux.

<http://www.iomtoday.co.im/news/isle-of-man-news/records-lost-on-alleged-manx-link-to-rwanda-genocide-1-7449565>

Daech. Dans une présentation sur les finances de Daech, un fonctionnaire du Département d'État américain a montré un certain nombre de documents "capturés durant le raid Abu Sayyaf" qui démontrent le trafic d'antiquités de l'Etat Islamique et la structure de commandement qui le soutient. Le raid Abu Sayyaf était une opération des forces spéciales américaines qui a eu lieu en mai 2015, qui a tué Abu Sayyaf, le commandant Daech soupçonné d'avoir joué un rôle principal dans la supervision des finances de l'E.I, incluant les ressources de pétrole et de gaz contrôlés par eux. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG* 2015-06.

https://eca.state.gov/files/bureau/final_presentation_to_met_on_isil_antiquities_trafficking_for_das_keller_9.29.2015_.pdf

Nouvelles nationales.

Argentine. Le ministère de la Défense a déclassifié et publié sur le site *Archivos Abiertos* "un lot de documents qui justifient les revendications d'anciens soldats d'avoir été torturés par leurs propres supérieurs au cours de la guerre des Malouines de 1982", a rapporté *El Pais*.

http://elpais.com/elpais/2015/09/15/inenglish/1442332253_417330.html

Bosnie. En utilisant les données "de tous les verdicts finaux des crimes de guerre rendus au tribunaux nationaux et internationaux", un chercheur a calculé "qu'au moins 20'000 femmes ont été violées ou victimes d'abus sexuels" pendant la guerre de Bosnie, a rapporté *BIRN*. Le chercheur a déclaré que cela "démontre l'ampleur du traumatisme auquel nous sommes confrontés en tant que société". Il montre également l'importance de rendre les dossiers judiciaires disponibles publiquement.

http://www.balkaninsight.com/en/article/bosnian-rape-victims-still-waiting-for-justice-09-28-2015?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter&utm_campaign=3ba2352c66-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_561b9a25c3-3ba2352c66-311109073

Brésil. *Reporter Brasil* et l'Instituto do Pacto Nacional para a Erradicação do Trabalho Escravo ont utilisé la loi d'accès à l'information pour obtenir du ministère du Travail et de l'Emploi la "Lista Suja" ou "Liste sale" des employeurs accusés de garder les employés dans des conditions proches de l'esclavage "et qui avait déjà été soumis à une décision administrative définitive entre mai 2013 et mai 2015."

<http://business-humanrights.org/en/brazil-rep%C3%B3rtier-brasil-and-inpacto-publish-transparency-list-of-forced-labour-received-through-access-to-information-law>

Canada. Un chercheur qui a utilisé les archives des centres de santé canadiens a déclaré que près de 1200 femmes autochtones ont été soumises à la «stérilisation forcée» pendant les années 1970, y compris 550 stérilisations dans les hôpitaux «indiens» exploités par le gouvernement fédéral entre 1971 et 1974, a rapporté la *Fondation Thomson Reuters*. "Les communautés appauvries du nord [ont été] ciblées de manière disproportionnée", a constaté le chercheur. <http://www.trust.org/item/20150901034629-dmgsp/?source=dpMostPopular>

Le ministère de l'Éducation de la province de Colombie-Britannique a perdu un disque dur non crypté contenant 3,4 millions de dossiers d'étudiants couvrant la période de 1986-2009, dont près de 10'000 "numéros personnels d'éducation connectés à des enfants aux soins du ministère de développement de l'Enfance et de la Famille avant 2006/07, incluant des

informations telles que les questions de santé et de comportement et l'état de supervision", a rapporté *CTV Vancouver*.

<http://bc.ctvnews.ca/drive-holding-millions-of-b-c-education-records-lost-in-data-breach-1.2575505>

Egypte. *Al-Monitor* a rapporté que le chef du département religieux du Ministry of Endowment a déclaré au journal égyptien *Al-Masry Al-Youm* "que des caméras de surveillance seront installées à l'extérieur et à la devant les mosquées dans le but de surveiller les opérations de terrorisme et de bombardement. Il y aura également des caméras de surveillance à l'intérieur des mosquées et des corridors pour surveiller le travail des imams et des travailleurs et la diffusion des idées, des leçons religieuses et des sermons du vendredi. Les caméras permettront également d'aider à contrôler le niveau d'engagement de la mosquée par rapport aux déclarations du ministère". Le chef de l'Organisation égyptienne des droits de l'homme a déclaré à *Al-Monitor*, "Cette expérience va certainement échouer. Nous ne pouvons pas surveiller 108'000 mosquées avec des caméras. Ceci est une lourde charge financière pour le ministère. Il aurait besoin d'environ un demi-million d'employés pour regarder les caméras et les vider tous les jours, ce qui est impossible". En outre, le programme interfère avec le droit à la vie privée et le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion comme indiqué à l'article 18 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. De plus, ce serait un problème d'archivage massif. http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/09/egypt-ministry-endowments-annex-mosques-extremism.html?utm_source=Al-Monitor+Newsletter+%5BEnglish%5D&utm_campaign=c3a10dd9c6-September+18+2015&utm_medium=email&utm_term=0_28264b27a0-c3a10dd9c6-93088897

Le ministère de l'Intérieur a déclaré qu'il lance une enquête sur une vidéo qui s'est propagée comme un virus et qui a montré deux femmes agressées par des policiers dans un centre commercial du Caire, a rapporté *Daily News*. Les policiers ont également "insulté la personne qui a filmé les images de l'incident" et insulté et détruit les biens des vendeurs de rue.

http://www.dailynewsegypt.com/2015/09/08/moi-to-investigate-video-showing-policemen-assaulting-2-unarmed-women/?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonv6XPd%2B%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKpmjr1YIGTcJl%2BSLDwEYGIv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Guatemala. Au cours de l'enquête qui a conduit à l'arrestation du président Otto Perez Molina pour corruption, les enquêteurs ont analysé "près de dix mille appels téléphoniques interceptés, six mille e-mails, et cent soixante-quinze mille documents", selon un article paru dans le *New Yorker*. L'article comprend de nombreux liens vers d'autres documents qui aident à expliquer le contexte complexe de l'affaire. Que les procureurs soient en mesure d'aller au-delà de l'affaire de corruption vers la prétendue participation de Perez Molina à des violations des droits de l'homme est incertaine. <http://www.newyorker.com/news/news-desk/from-president-to-prison-otto-perez-molina-and-a-day-for-hope-in-guatemala>

Inde. Dans la controverse qui continue sur l'accès aux documents relatifs à Netaji Subhas Chandra Bose, *oneIndia.com* a publié un article appelant à un meilleur processus pour la déclassification des archives, en notant qu'une demande légale selon le Droit à l'information "a révélé que le CPM [Cabinet du premier ministre] conserve 28'685 dossiers secrets". Les Public Records Rules de l'Inde ne permettent pas aux Archives nationales de conserver des archives non publiables, donc les bureaux gouvernementaux détiennent de grandes quantités d'archives pendant de longues périodes. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2014-12 et 2015-04*. <http://www.oneindia.com/feature/de-classification-of-files-how-does-india-compare-to-the-rest-of-the-world-1875410.html>

Irak. *Human Rights Watch* (HRW) a publié "Effets secondaires ruineux : Exactions de la Milice après la reprise iraquienne de Tikrit". HRW a utilisé l'imagerie par satellite pour corroborer les récits des témoins de dommages survenus aux maisons, boutiques et quartiers.
<https://www.hrw.org/news/2015/09/20/iraq-militia-abuses-mar-fight-against-isis>

Irlande. Les archives du gouvernement deviennent accessibles après 30 ans à moins que le chef d'Etat ou de l'agence de sécurité de la police dépose un certificat auprès des Archives nationales déclarant pourquoi les documents ne peuvent pas être publiés. *The Irish Times* a examiné les certificats pour les archives datant de 1981 à 1984 et a constaté qu'ils étaient liés à l'Irlande du Nord (tels que "la correspondance de personnes du public aux prisons de l'Irlande du Nord durant les grèves de la faim de 1981"), les attentats de Londres, les détournements d'avions, et l'explosion d'un pétrolier qui a causé 50 décès.
<http://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/certificates-reveal-what-files-government-wants-kept-hidden-1.2359266>

Macédoine. *Transitions Online* a rapporté que le gouvernement macédonien a nommé un procureur spécial pour enquêter sur l'"affaire de bandes" : l'allégation selon laquelle le gouvernement sortant aurait "ordonné la mise sur écoute de quelque 20'000 personnes, y compris des fonctionnaires de police, des juges, des chefs religieux, des journalistes et des diplomates étrangers". Cependant, un juge a statué que les enregistrements qui ont été divulgués et publiés par l'opposition politique "ne sont pas des preuves valables contre les personnes apparaissant sur les bandes, car ils ont été obtenus illégalement", a rapporté occrp.org. Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2015-02 and 2015-06*.
<http://www.tol.org/client/article/24994-new-macedonia-special-prosecutor-to-lead-wiretapping-probe-.html>;
<https://www.occrp.org/en/daily/4360-macedonia-wiretap-tapes-cannot-be-used-as-evidence-court-rules>

Mexique. Le Groupe interdisciplinaire d'experts indépendants désigné par la Commission interaméricaine des droits de l'homme a publié son rapport sur la disparition de 43 étudiants à Iguala en septembre 2014. Il contredit la conclusion officielle du gouvernement sur l'affaire, a déclaré que les preuves clé ont été manipulées ou ont disparu, et propose une série de recommandations lors de nouvelles enquêtes par les autorités mexicaines. *L'Associated Press* a déclaré que le rapport "est un acte d'accusation des procédures et conclusions des enquêtes au Mexique". Le mandat du Groupe a été prolongé de six mois; il est essentiel que les archives rassemblées par le Groupe soient solidement protégées.
Pour le rapport, voir <http://prensagieiyotzi.wix.com/giei-ayotzinapa#linforme-c1exv>; couverture médiatique, voir <http://bigstory.ap.org/article/be76f19c9f1b4a22bb806f1fb1117dcd/independent-group-rejects-mexican-govt-case-43-missing>;
http://www.oas.org/en/iachr/media_center/PReleases/2015/099.asp

Myanmar. Global Financial Integrity (GFI), une organisation non-gouvernementale basée aux Etats-Unis, a publié un rapport disant que "le total des flux financiers illicites" dans et hors du pays "équivalent jusqu'à 172 pour cent des dépenses de santé et jusqu'à 73 pour cent des dépenses d'éducation, "démontrant comment le gouvernement perd un revenu fiscal essentiel lié à «l'argent sale». Selon la *Fondation Thomson Reuters*, "GFI a déclaré qu'il était crucial que le Myanmar améliore sa transparence financière, ainsi que la collecte et la qualité des données".
http://www.trust.org/item/20150909170027-fzfk8/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+160915&utm_content=Weekly+Digest+160915+CID_f05bc54b7e8be716cd6bde39232c3e2d&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Almost%2020%20billion%20in%20dirty%20money%20left%20Myanmar%20in%20five%20decades%20-%20researchers

A fin août, le Président a signé trois projets de loi en droit: une loi concernant la Conversion religieuse, une loi sur la pratique de la monogamie, et une loi spéciale sur le mariage

bouddhiste des femmes. Pour changer de religion, une personne devra déposer une demande auprès du canton au Religious Conversion Scrutinization and Registration Board local et le changement ne sera valable que lorsque le Conseil aura délivré un certificat. Selon *Human Rights Watch* "le conseil local transmettra toutes les informations qu'elle recueille sur la personne aux organes de religions nationales, d'immigration et d'identification", ce qui interfère avec le droit à la vie privée et le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. La Loi spéciale sur le mariage limite le mariage interreligieux pour les femmes bouddhistes et interdit à une personne mariée de contracter un second mariage ou "d'officieusement" vivre avec une autre personne tout en étant mariée; parmi les peines pour violation, il y a la perte des droits de propriété, jusqu'à sept ans de prison et une amende. <http://www.networkmyanmar.org/index.php/human-rights/interfaith-marriage>; <https://www.hrw.org/news/2015/07/09/burma-reject-discriminatory-marriage-bill>

Nigeria. "Six enfants nigériens sur 10 éprouvent une certaine forme de violence et un quart des filles sont victimes de violence sexuelle, selon une enquête menée par la Commission de la population du Nigeria", a rapporté *Reuters*. L'enquête est la première de son genre au Nigeria, et les dossiers des 4000 personnes interrogées doivent être protégés car ils forment une base de référence pour le suivi de l'enquête. http://www.trust.org/item/20150916112455-ma6yt/?utm_medium=email&utm_campaign=Weekly+Digest+160915&utm_content=Weekly+Digest+160915+CID_f05bc54b7e8be716cd6bde39232c3e2d&utm_source=Campaign%20Monitor&utm_term=Sixty%20percent%20of%20Nigerians%20children%20experience%20violence%20-%20survey

Palestine. Le *New York Times* a rapporté que, pour sortir de Gaza, les Palestiniens paient des médecins pour leur fournir de faux rapports médicaux et les travailleurs hospitaliers pour obtenir des timbres d'approbation, car les permis pour passer la frontière avec Israël "sont réservés principalement aux commerçants et aux patients souffrant d'un problème médical". http://www.nytimes.com/2015/09/01/world/middleeast/medical-fraud-grows-in-gaza-as-residents-seek-exit-permits.html?_r=0

Arabie Saoudite. Pour la première fois, les femmes s'enregistrent pour voter et se présenter aux élections. *US National Public Radio* a interviewé une femme saoudienne sur le processus d'enregistrement. Elle a dit que pour s'enregistrer "vous devez vous inscrire par votre résidence", mais comme tous les appartements et les maisons sont enregistrés au nom du mari "la problématique de prouver où cette femme vit est un cauchemar. Le nombre de documents qu'elle doit fournir pour prouver où elle vit est juste immense". http://www.npr.org/2015/09/03/437132807/long-list-of-obstacles-hamper-saudi-women-from-registering-to-vote?mkt_tok=3RkMMJWWfF9wsRonv6XJdu%2FhmjTEU5z17u0kUKCg38431UFwdcjKPmjr1YIGTMdhI%2BSDLwEYGJlv6SgFSLHMMa12z7gLXxI%3D

Serbie. Selon le Projet de déclaration de crime organisé et de corruption, un consortium international, "Le chef de gang de la drogue des Balkans Rodoljub Radulovic s'est réuni à neuf reprises avec des fonctionnaires du ministère serbe de la police, selon des vidéos de renseignement obtenus par KRIK". Les réunions "ont été enregistrées avec des caméras cachées par des agents de l'agence de renseignement serbe". Un policier, qui est maintenant poursuivi pour des fuites d'informations au gang de la drogue, a déclaré qu'il n'a pas fourni de « renseignements sensibles », mais seulement donné "des informations générales à partir d'une base de données de la police qui contient les antécédents criminels et les mandats de trafic ". <https://www.occrp.org/en/investigations/4376-new-videos-show-crime-boss-meeting-top-serbian-police>

Afrique du Sud. Transnet est une entreprise de fret ferroviaire appartenant à l'Etat. En janvier 2014, les Archives de l'Histoire de l'Afrique du Sud (SAHA) ont déposé une demande selon la

Loi sur l'accès à l'information (DPAI) à Transnet "au nom des anciens employés de Transnet menacés d'expulsion de leurs maisons", dans l'espoir "que ces dossiers leur permettront d'assurer leur droit au logement, issu d'un programme de logement qu'ils ont conclu alors qu'il était employés chez Transnet". Bien que DPAI exige une réponse dans les 30 jours, il a fallu 593 jours, et SAHA a obtenu seulement un "affidavit indiquant qu'ils ne pouvaient pas trouver les dossiers et qu'il était peu probable que les documents existent encore".

http://saha.org.za/news/2015/June/too_little_too_late.htm

Un historien de l'Université de Cape Town a témoigné dans un procès sur le rôle des autorités traditionnelles au Cap oriental, a rapporté *Daily News* de l'Université de Cape Town. "Le témoignage de l'historien a été particulièrement fort parce qu'il avait apporté des sources écrites, y compris du gouvernement et de l'église, corroborant les témoignages oraux recueillis" sur le fait que les communautés ont le droit d'élire leurs chefs depuis le 19^{ème} siècle. La communauté a gagné le procès. <http://uct.ac.za/dailynews/?id=9353>

Taiwan. De nouveaux règlements judiciaires "veillent à ce que les séquences vidéo, les enregistrements audio et les transcriptions judiciaires écrites de cas où les procureurs cherchent la peine de mort ou l'emprisonnement à vie soient stockés en permanence et que ce matériel soit mis à la disposition des défenseurs sur demande", ont déclaré les fonctionnaires de la cour au *Taipei Times*. Les matériaux "relèvent de la compétence de la Loi sur les archives", qui exige que les dossiers permanents soient transférés aux archives centrales.

<http://www.taipeitimes.com/News/taiwan/archives/2015/08/31/2003626604>

Ukraine. La Première vice-ministre de l'Intérieur de l'Ukraine est à la tête d'un effort visant à réformer la police, mais "elle ne dispose pas d'informations aussi simples que les statistiques criminelles pour l'aider à déterminer où les ressources doivent être concentrées", a rapporté le *Washington Post*. Elle a déclaré que "personne ne sait" combien de cas sont "enregistrés" par la police et "une habitude pénible de la force de police ancienne était de reclasser les cas de meurtre en suicides afin qu'ils puissent être déclarés résolus".

http://www.nytimes.com/2015/09/01/world/middleeast/medical-fraud-grows-in-gaza-as-residents-seek-exit-permits.html?_r=0

Royaume-Uni. "Des dossiers volés sur les enfants maltraités ont été trouvés lors d'un raid de la police" dans la maison d'un ancien travailleur social, incluant les "documents officiels fournissant des détails sur les victimes d'abus sexuels". Les "dossiers confidentiels impliquaient des jeunes qui étaient sous la supervision du département de travail social du défunt Conseil régional de Strathclyde et remonte aux années 80 et début des années 90". Selon *The Mirror*, "les fonctionnaires du département de travail social du Glasgow City Council ignoraient que les archivées étaient manquantes". <http://www.mirror.co.uk/news/uk-news/stolen-case-files-abused-children-6479543>

Royaume-Uni / Irlande du Nord. Le *Derry Journal* a rapporté que sa demande d'accès à l'information "pour voir les propositions de projets sur la façon de traiter l'héritage du conflit d'Irlande du Nord a été refusée". La réponse qu'il a obtenue disait que "la divulgation pourrait compromettre toute consultation future et contrecarrer l'échange d'idées", mais ajoutait que "les invitations ont été étendues aux parties concernées à participer à des réunions bilatérales concernant la création de l'Historical Inquiries Unit et les modifications à apporter aux enquêtes historiques". Cependant, le secrétaire d'État pour l'Irlande du Nord a confirmé que "les coupables des Troubles liés aux meurtres pourront confesser et puis s'en aller librement" et "les

proches des victimes ne seront pas avisés que de telles divulgations ont été faites". Il a également déclaré que les plans sur la façon de traiter le passé comprennent "des projets de loi d'archive orale pour documenter l'histoire du conflit".

<http://www.derryjournal.com/news/freedom-of-information-request-into-deal-on-the-past-refused-1-6975189>

États Unis. En utilisant les statistiques des services de police de la ville, le *New York Times* a rapporté que "les villes à travers le pays connaissent une augmentation surprenante de meurtres après des années de baisse." http://www.nytimes.com/2015/09/01/us/murder-rates-rising-sharply-in-many-us-cities.html?_r=0

L'inspecteur général du ministère des Anciens Combattants a publié "un rapport cinglant qui a recommandé une refonte totale des systèmes de tenue des dossiers de l'agence qui pourrait prendre des années", a rapporté le *Washington Post*. Le rapport indique que les travailleurs ont "incorrectement marqué des milliers de demandes de soins de santé comme achevées alors qu'elles n'étaient pas traitées" et "peuvent avoir supprimé plus de 10'000 « transactions » électroniques au cours des cinq dernières années." Pour le contexte, voir les *Nouvelles HRWG 2015-08*. <https://www.bostonglobe.com/news/nation/2015/09/03/nearly-veterans-have-pending-applications-for-health-care-and-third-may-already-dead/emm7tc71f7RjC774t2J2YN/story.html>

Suite à une demande de Freedom of Information Act, le Federal Bureau of Investigation (FBI) a publié sur le *Washington Post* 137 pages de ses archives sur feu l'écrivain colombien et lauréat du prix Nobel Gabriel Garcia Marquez. Le dossier a été commencé en 1961. Le FBI a retenu 133 pages "ce qui rend incertain ce qui a suscité précisément l'intérêt de l'agence pour l'écrivain." <http://www.highbeam.com/doc/1P2-38709300.html>

Le *Huffington Post* a publié un long article d'investigation sur l'empoisonnement de l'environnement proche de Parkersburg, en Virginie-Occidentale, par des produits chimiques relâchés comme déchets par l'usine chimique DuPont voisine. Les produits chimiques se sont infiltrés dans l'approvisionnement local en eau, provoquant maladies et décès auprès des personnes et des animaux. L'utilisation des documents pour prouver les causes et effets soulignent l'importance des archives et emails de l'entreprise.

<http://highline.huffingtonpost.com/articles/en/welcome-to-beautiful-parkersburg/>

États-Unis / Californie. En mai 2013, un pipeline sur la côte californienne s'est rompu, libérant plus de 100'000 gallons de pétrole brut, avec "une boue de marée noire" se répandant sur les plages à 100 miles de distance et laissant "des centaines d'oiseaux et des lions de mer morts". Maintenant, l'U.S. Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration a déclaré que la société qui possède le pipeline, Plains All American pipeline, "n'a pas réussi à bien documenter les tests de pression sur les réservoirs et a omis de conserver les registres appropriés sur la façon dont il préviendrait les déversements dans les zones environnementales sensibles, ou comment répondre si cela se produisait", a rapporté *l'Associated Press*. "Les procureurs envisagent des accusations possibles."

<http://www.usnews.com/news/us/articles/2015/09/11/months-before-oil-spill-signs-of-poor-record-keeping-found>

États-Unis / Texas. Les autorités du Texas «font respecter certaines des règles les plus difficiles dans le pays en limitant les types d'ID [identification] que les parents peuvent montrer pour recevoir des copies de certificats de naissance. Le résultat a été un refus de délivrer des certificats de naissance à beaucoup d'enfants d'immigrants nés au Texas » et qui résident

illégalement aux États-Unis, a rapporté le *New York Times*. <http://www.nytimes.com/2015/09/18/us/illegal-immigrant-birth-certificates.html>

Ouzbékistan. La Campagne de coton, une «coalition de groupes plaidant contre l'esclavage du coton en Ouzbékistan», a obtenu des documents que les étudiants sont contraints de signer "déclarant qu'ils acceptent soit de participer à la récolte, qui va de septembre à la mi-novembre chaque année, ou d'envisager l'expulsion". Un chercheur a déclaré à *VICE News* que les « contrats » qui disent que la personne est un bénévole sont "une fiction parce que les fonctionnaires locaux – non seulement des policiers, mais des conseillers de quartier nommés par l'Etat - font du porte-à-porte et obligent de nombreux adultes par le biais de contrats dits volontaires à travailler dans les champs. C'est une forme d'esclavage moderne".
https://news.vice.com/article/uzbekistan-is-forcing-volunteers-to-toil-in-its-cotton-fields?utm_source=vicenewsemail

Vatican. Dans un article d'opinion pour le *Washington Post* à l'occasion de la visite du pape aux Etats-Unis, un chercheur dont on avait refusé l'accès aux archives de l'époque de la Seconde Guerre mondiale du Vatican a exhorté le pape à ouvrir toutes les archives de la période de l'Holocauste du Vatican, en faisant valoir, "Ces documents mis sous scellés peuvent aider à régler le débat quant à savoir si le pape de l'époque de la guerre, Pie XII, aurait pu faire plus pour empêcher l'Holocauste. Ils pourraient également résoudre les questions de savoir si le Vatican a fait des affaires avec le Troisième Reich, en particulier s'il a investi dans les compagnies d'assurance allemandes et italiennes qui ont fait d'énormes profits sur la mise en déshérence des polices d'assurance-vie des Juifs envoyés dans les camps de la mort".
https://www.washingtonpost.com/opinions/open-the-vaticans-holocaust-era-archives/2015/09/17/f5c4ae5c-5a1c-11e5-8e9e-dce8a2a2a679_story.html

Appels à contribution

L'Institut pour l'éthique des affaires à l'Université de Saint-Gall, en Suisse, le Business and Human Rights Center de la Stern School of Business de l'Université de New York, et le Business and Human Rights Journal (BHRJ) ont annoncé que le premier atelier « International Business and Human Rights Ph.D. Workshop » à Saint-Gall aura lieu du 31 mars au 1^{er} avril 2016. Les personnes qui souhaitent participer devront soumettre un résumé de 600 mots jusqu'au 1er novembre à florian.wettstein@unisg.ch et dbaumann@nyu.stern.edu.

* * * * *

ANNEXE

Rapport de la réunion annuelle du Conseil international des archives 2015 **Réunion du Groupe de travail des droits de l'homme, le 26 septembre**

1. Projet sur les «Principes de base relatifs au rôle des archivistes pour la défense des Droits de l'Homme». Le projet a été examiné par la Commission de Programme de l'ICA, qui a renvoyé le projet au Forum des archivistes nationaux pour avis. Le Forum des archivistes nationaux a

décidé de distribuer le projet à tous ses membres; le HRWG a fourni une lettre de couverture donnant le contexte des «principes fondamentaux», afin d'être envoyée avec le projet.

2. Projet de modèle d'accord sur la copie des archives et l'exportation des copies. Les membres ont décidé que le projet devrait être plus court et moins formel et son but plus clair. Il sera révisé.
3. Mémoire du monde UNESCO, Sous-comité sur l'éducation et la recherche. Une éventuelle coopération sur un projet de protection des archives à risque a été discutée, avec le développement d'un modèle d'accord concernant le transfert des archives.
4. Nouvelles HRWG. Quatre traducteurs (deux pour le français et deux pour l'espagnol) se sont portés volontaires. Le Groupe espère trouver quelqu'un pour indexer les éditions de 2009 jusqu'en 2015 et rendre la table des matières disponible sur la page HRWG du site de l'ICA.
5. Congrès de l'ICA 2016. Le HRWG proposera des sessions pour le Congrès de l'ICA à Séoul en 2016. Les sujets possibles sont les «principes fondamentaux» et les archives à risque.
6. Projet d'annuaire. Plus aucun travail ne sera réalisé à ce sujet.
7. Partage de données pour la recherche et la confidentialité. Les Membres ont regardé le règlement de l'Association américaine pour l'avancement des sciences «Droits des données et responsabilités: une perspective des droits de l'homme sur le partage des données» et ont convenu d'envisager l'élaboration d'une déclaration similaire en mettant l'accent sur le partage des données à partir d'archives, avec un accent sur la confidentialité, éventuellement en coopération avec la Section des archivistes universitaires.
8. Confidentialité des informations privées figurant dans les archives publiques. La Société des archivistes américains a publié une « brève » sur le sujet, et le HRWG examinera s'il pourrait être adapté à l'utilisation de l'ICA, peut-être en coopération avec le Groupe d'experts juridiques.
9. Formation archivistique et droits humains. Le HRWG étudiera avec la Section des archives de l'éducation la possibilité de développer un module échantillon sur les droits humains pour les programmes de formation d'archives.
10. Page HRWG du site de l'ICA. Le HRWG demandera au gestionnaire Web de l'ICA d'ajouter le dossier 1995 sur les revendications d'archives à la page HRWG et d'ajouter également un lien vers la bibliographie de Swisspeace sur les droits humains et le traitement du passé.